

à



Révision du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Sauveur

DOSSIER D'ARRET

1_RAPPORT DE PRESENTATION

1.2_ Diagnostic agricole

ARRÊTÉ LE 27/03/2025

Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil Municipal en date du 27/03/2025

TERRALTO

AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS ET DES TERRITOIRES



F1A DIAGNOSTIC AGRICOLE DE TERRITOIRE

Commune de Saint-Sauveur Réalisation du diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU

La présente étude a été réalisée de novembre 2023 à février 2024 :
Jacqueline BESSETTES, Responsable Service urbanisme et foncier
Nathalie HERRERO, Chargée d'études en aménagement du territoire,
Aude VIELLE, Chargée d'études en aménagement du territoire
Jean-François FAYEL, Technicien SIG-Cartographe

Date d'envoi : 28 février 2024

ENSEMBLE
vos projets prennent vie

**ENGAGEMENT
DE SERVICE**
SERVICES AUX AGRICULTEURS
ET ACTEURS DES TERRITOIRES
REF. 221

AFNOR CERTIFICATION

www.afnor.org
Conseil-Formation
Etude-Diagnostic

Sommaire

1. Préambule	3
1.1 Le contexte de l'étude	3
1.2 Méthodologie mise en œuvre	3
2. Le diagnostic agricole.....	4
2.1 Evolution de l'agriculture sur le territoire de Saint-Sauveur : données générales	4
2.2 Caractéristiques physiques et paysagères de la commune de Saint-Sauveur	6
2.3 Le contexte agricole.....	9
2.3.1 Le profil des exploitations agricoles	10
2.3.2 Les constructions agricoles	10
2.3.3 L'organisation du parcellaire agricole et les équipements.....	10
2.3.4 Les productions végétales et animales	15
2.3.5 L'économie et l'emploi agricole	18
2.3.6 Les projets et les points de vigilance	19
2.4 Synthèse, enjeux et préconisations.....	20
2.4.1 Synthèse.....	20
2.4.2 Les enjeux agricoles	23
2.4.3 Préconisations	23
3. Annexe	26

1. Préambule

1.1 Le contexte de l'étude

Le présent diagnostic agricole constitue l'un des volets du diagnostic général du territoire réalisé dans le cadre des études sur la révision du PLU. Il est destiné à aider la commune de Saint-Sauveur à prendre en compte l'agriculture dans la définition du projet communal (PADD) et des pièces réglementaires et opposables du PLU (zonage et règlement écrit), en limitant son impact sur le foncier et les exploitations agricoles.

Les évolutions législatives récentes (Lois ENL, LMA, ALUR, LAAAF, EGalim, Loi Climat et Résilience)¹ ont introduit des dispositions qui renforcent les mesures en faveur de la préservation du foncier et de l'activité agricole.

La Loi ALUR prévoit notamment que les PLU doivent présenter une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers sur les 10 dernières années ou depuis la dernière révision du document, et une analyse du potentiel de densification des espaces bâtis. La Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt prévoit que le rapport de présentation du PLU évalue les besoins en matière de « surfaces et de développement agricole ». La Loi Climat et Résilience de 2021 précise les modalités d'atteinte de l'objectif « Zéro Artificialisation Nette » à l'horizon 2050.

1.2 Méthodologie mise en œuvre

L'étude a été réalisée à partir de données provenant de plusieurs sources :

- Données statistiques INSEE et AGRESTE,
- Bases de données internes à la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne,
- Mobilisation des connaissances de terrain et de l'expertise de la Chambre d'agriculture,
- Enquêtes individuelles auprès des exploitants agricoles qui cultivent des parcelles sur la commune.
- Contribution du conseiller d'entreprise de la Chambre d'agriculture qui a une très bonne connaissance des exploitations agricoles et du territoire communal.

Au démarrage de l'étude une réunion d'information et d'échanges sur l'agriculture dans le PLU et l'importance du diagnostic agricole s'est déroulée en mairie de Saint-Sauveur, le 17 janvier 2024, en présence d'une partie des agriculteurs locaux. Les enquêtes individuelles auprès des agriculteurs ont été effectuées à l'issue de cette réunion, avec les agriculteurs présents. Les agriculteurs qui n'étaient pas présents à la réunion ont été enquêtés par téléphone et échanges de mails.

Nota : afin de respecter les délais de restitution du diagnostic agricole (fin février 2024), les enquêtes ont été arrêtées le 9 février, pour permettre leur traitement, les analyses et la rédaction du rapport d'étude. Les enquêtes réalisées pendant cette période représentent : 70 % des exploitations qui cultivent des surfaces sur la commune et 86 % de la SAU communale, soit une représentativité suffisante.

La présente étude est assortie de préconisations.

¹ Loi ENL : Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, LMA : Loi de Modernisation de l'Agriculture du 27 juillet 2010, Loi ALUR : Loi d'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014, LAAAF : Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 octobre 2014. EGalim : loi pour l'Equilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous du 30 octobre 2018. Loi Climat et Résilience du 22 août 2021.

2. Le diagnostic agricole

2.1 Evolution de l'agriculture sur le territoire de Saint-Sauveur : données générales

Données RGA 2000 - 2010 - 2020

Les données communales du **Recensement Général Agricole – RGA** – sont celles des exploitations qui ont leur siège social sur la commune quelle que soit la localisation du parcellaire (sont exclues les surfaces communales cultivées par des exploitations ayant leur siège sur d'autres communes). La périodicité du RGA est d'environ tous les 10 ans.

En 2020, le RGA comptabilise 4 exploitations qui ont leur siège social sur la commune, dont la SAU représente 97.7 ha, soit une SAU moyenne de 24.4 ha.

L'évolution des données entre 2000, 2010 et 2020 (tableau ci-dessous) fait apparaître :

- Une diminution du nombre d'exploitations (-5) et des emplois (-10),
- Une diminution de la SAU totale des exploitations ayant leur siège sur la commune (-315.3 ha),
- Une diminution de la SAU moyenne par exploitation : 45 ha en 2010, 24.4 ha en 2020,
- Une diminution de l'activité d'élevage : baisse du nombre d'animaux,
- Une forte diminution de la PBS (Production Brute Standard)².

RGA 2000 - 2010 - 2020														
Nbre d'exploitations			SAU en hectares			UGB			UTA totale			PBS totale en €		
2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000	2010	2020	2000	2010	2020
9	7	4	413	315	97.7	37	27	3.4	12	6	2.1	440 594	250 318	59 000

Données RPG 2020

Les données du **Registre Parcellaire Graphique³ – RPG**, sont basées sur les surfaces exploitées sur le territoire quelle que soit la localisation des sièges d'exploitation. Elles fournissent un **état exhaustif et actualisé de l'activité agricole sur le territoire communal**. La périodicité du RPG est annuelle : déclarations PAC des surfaces cultivées.

Les chiffres suivants représentent la SAU totale de la commune à partir du RPG en 2010, 2015, 2020 et 2022 (dernières données disponibles) :

	RPG 2010	RPG 2015	RPG 2020	RPG 2022
SAU communale en HA	369.7	357.3	314.5	308.6

Pour mémoire : superficie de la commune : **713.5 ha**

La SAU issue du RPG correspond à la réalité des surfaces cultivées sur le territoire communal.

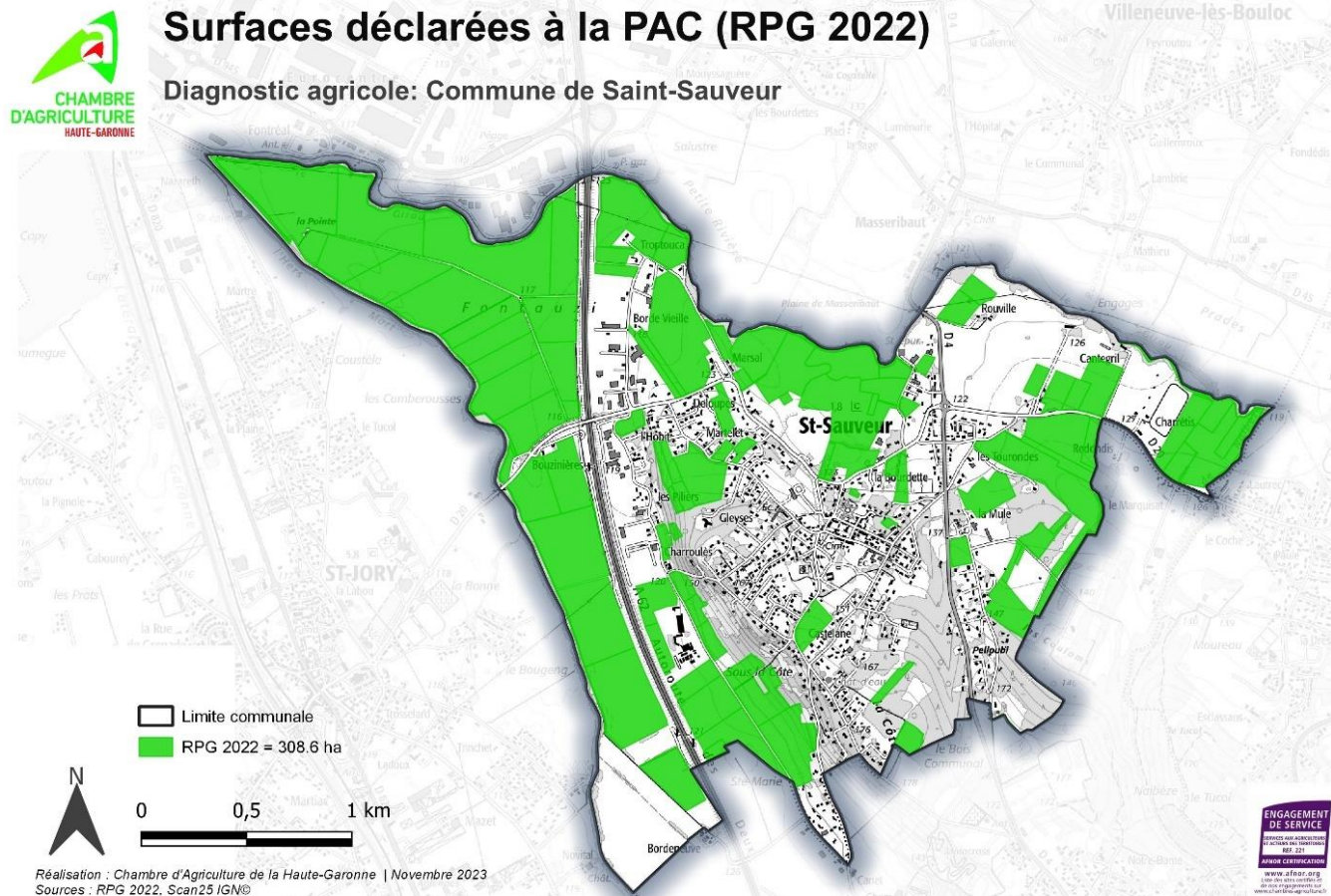
Entre 2010 et 2022 les surfaces cultivées diminuent, on note une perte de 61.1 ha. Elles représentent 43.2 % du territoire communal.

² La Production brute standard décrit un potentiel de production des exploitations. Les surfaces de culture et les cheptels de chaque exploitation sont valorisés selon des coefficients. Ces coefficients de PBS ne constituent pas des résultats économiques observés. Ils doivent être considérés comme des ordres de grandeur définissant un potentiel de production de l'exploitation par hectare ou par tête d'animaux présents hors toute aide. A partir du total des PBS de toutes ses productions végétales et animales, une exploitation agricole est classée dans une classe de dimension économique des exploitations (Cdex). On distingue 3 grandes classes : petites exploitations : 0 à 25 000 euros de PBS, moyennes exploitations : 25 000 à 100 000 euros de PBS, grandes exploitations : plus de 100 000 euros de PBS.

³ Le Registre Parcellaire Graphique (RPG) est un système de déclaration graphique des surfaces agricoles, qui demande aux Etats-membres de l'Union européenne (UE) de localiser et d'identifier les surfaces agricoles. Les exploitants dessinent sur des photos aériennes les contours de leurs «îlots de cultures». Ce sont donc des unités de terrain exploitées par un même agriculteur mais pouvant contenir plusieurs cultures. Les exploitants précisent les cultures qui sont pratiquées sur ces îlots, ainsi que les surfaces associées. Ces informations collectées et mises à jour annuellement, sont utilisées notamment pour instruire et enregistrer les dossiers de déclaration pour les aides dans le cadre de la politique agricole commune (PAC). Source : INRAE

L'espace agricole occupe :

- **43.2 % du territoire communal en 2022 : 308.6 ha** (SAU déclarée à la PAC)



2.2 Caractéristiques physiques et paysagères de la commune de Saint-Sauveur

Contexte géomorphologique

La commune de Saint-Sauveur est située majoritairement dans une zone de vallées secondaires de basse plaine alluviale. Il y a très peu de relief sur la commune. Cependant, le Sud-Est de la commune est dans une zone de terrasses et de coteaux peu accidentée.

Hydrographie – Pédologie

La commune est drainée par le Girou, l'Hers et le ruisseau de Nalbèze. L'Hers et le Girou encadrent la commune et constituent un réseau hydrographique conséquent.

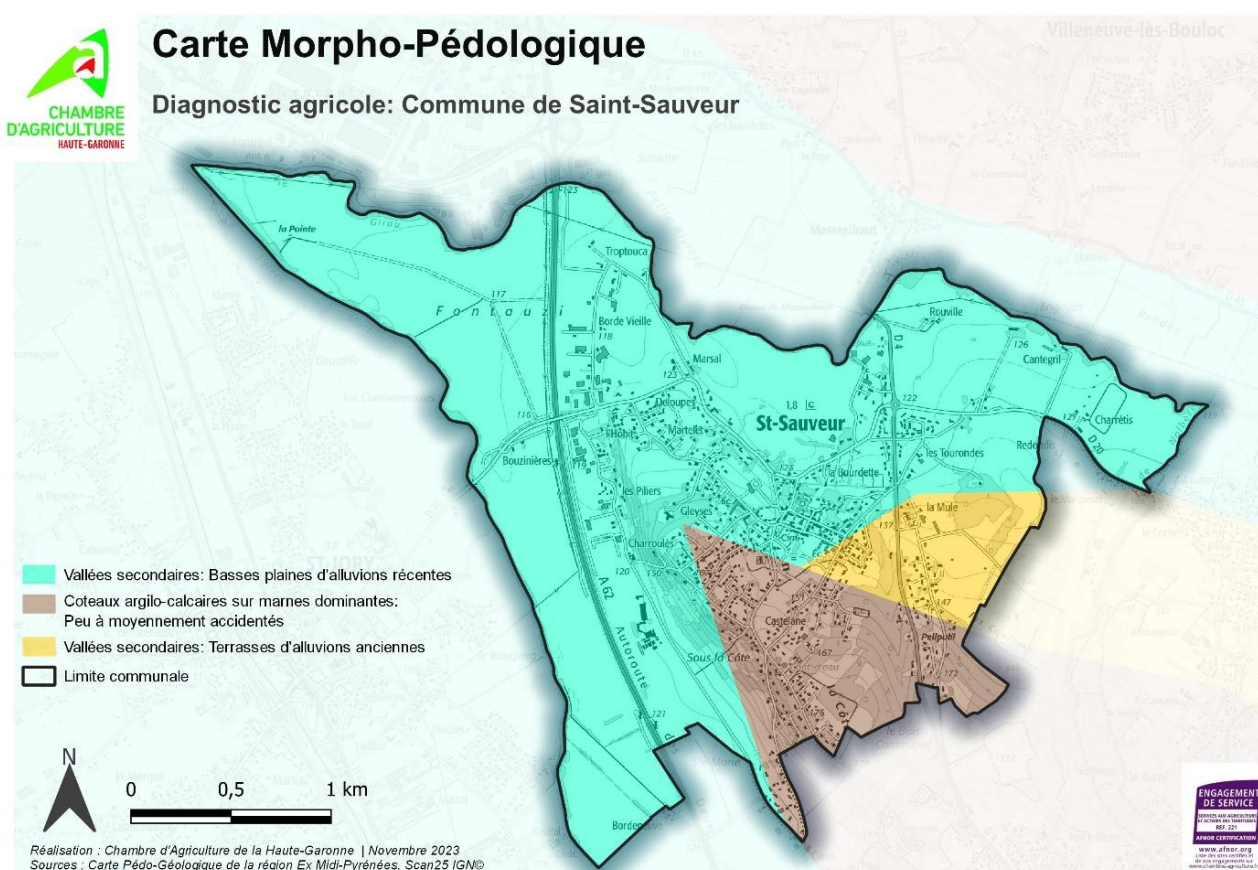
La majorité des sols de la commune est composée d'alluvions fluviales récentes argileuses et calcaires. Le Sud-Est est composé de terrasses d'alluvions anciennes et de coteaux argilo-calcaires sur marnes dominantes. Cf. carte Morpho-Pédologique ci-dessous.

Les pentes

La commune présente peu de relief, ce qui est caractéristique des basses plaines alluviales. Au Sud-Est de la commune débute les terrasses alluviales et coteaux. Cf. carte des pentes ci-dessous.

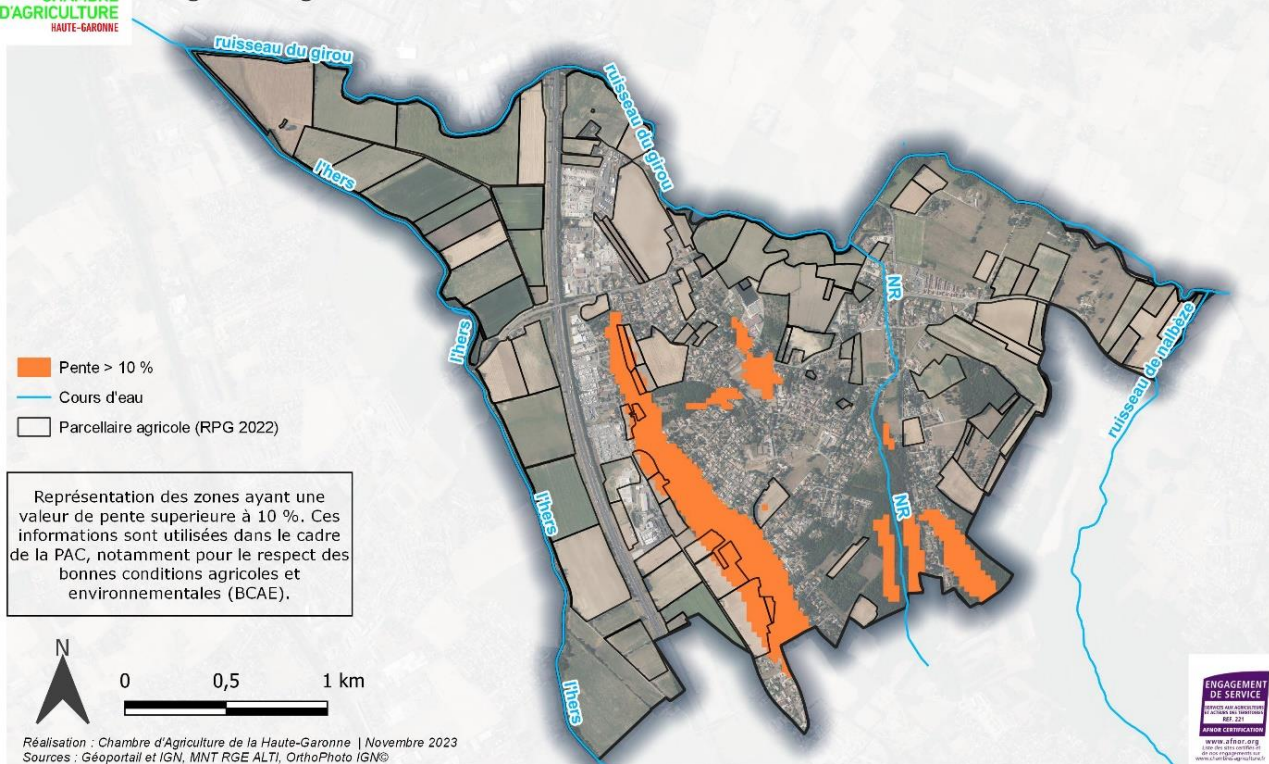
Les pentes supérieures à 10 % représentent :

- **7.2 % du territoire communal (51.5 ha),**
- **1.2 % de la SAU communale (8.9 ha).**



Carte Hydrographie et Pentes

Diagnostic agricole: Commune de Saint-Sauveur



Aptitudes culturelles

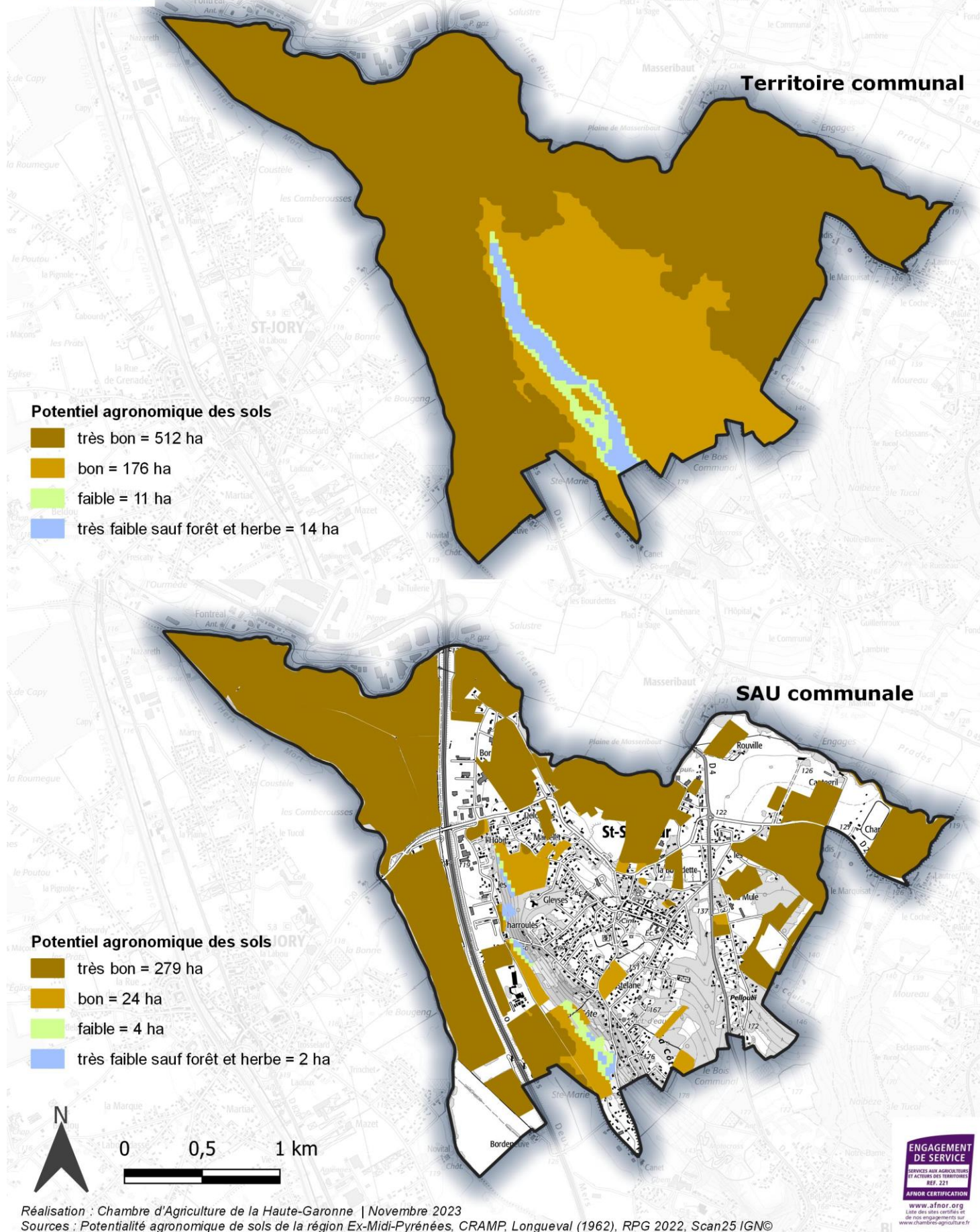
Le potentiel agronomique est très bon sur la majorité du territoire le long de la basse plaine. Au Sud de la commune les pentes ont un potentiel agronomique faible à très faible.

Répartition du potentiel agronomique (calculé par SIG, chiffres indicatifs)				
Potentiel agronomique des sols	Surfaces Territoire communal		Surfaces SAU communale	
Très bon potentiel	512 ha	71,8 %	279 ha	90,3 %
Bon potentiel	176 ha	24,7 %	24 ha	7,8 %
Faible	11 ha	1,5 %	4 ha	1,3 %
Très faible	14 ha	2 %	2 ha	0,6 %

Voir ci-après : carte du potentiel agronomique

Potentiel agronomique de l'ensemble du territoire communal et de la SAU communale

Diagnostic agricole: Commune de Saint-Sauveur



2.3 Le contexte agricole

Les paragraphes qui suivent restituent les données de terrain recueillies lors des enquêtes réalisées auprès des exploitants agricoles en janvier 2024 et les données internes à la Chambre d'agriculture.

Les données du Registre Parcellaire Graphique (RPG) et les enquêtes menées auprès des agriculteurs locaux, au mois de janvier 2024, ont permis de recenser **16 exploitations** distinctes cultivant des parcelles sur la commune de Saint-Sauveur.

Parmi les 16 exploitations identifiées, **2 ont leur siège sur la commune**. Les autres exploitations agricoles ont leur siège sur les communes de Villeneuve-lès-Boulloc, Cépet, Bruguières, Saint-Jory...

Les **2 exploitations dont le siège est sur la commune représentent 15 % de la SAU communale**.

11 exploitants ont répondu à l'enquête individuelle qui permet de recueillir des données détaillées sur les exploitations. **1 exploitant a répondu uniquement aux questions cartographiques** et 4 exploitations agricoles n'ont pas été renseignées car non joignables ou ne se sentaient pas concernées.

Le taux de réponse à l'enquête est de 69 % du nombre d'exploitations mais ces exploitations représentent 86 % de la SAU et 3 % des exploitations qui ont leur siège sur la commune.

Voir ci-après tableau récapitulatif des surfaces agricoles par exploitation.

Liste des exploitations qui cultivent des surfaces sur la commune

Exploitations	SAU sur la commune de Saint Sauveur en ha	SAU totale des exploitations en ha	%
1	0,7	53,7	1,2
2	1,7	26,1	6,5
3	1,3	88,0	1,4
4	4,6	207,1	2,2
5	36,2	50,0	72,5
6	63,6	143,4	44,4
7	10,2	163,6	6,2
8	9,1	79,8	11,5
9	74	160,2	46,2
10	2,8	197,9	1,4
11	1,0	18,7	5,2
12	54,8	109,7	50,0
13	1,0	71,8	1,5
14	27,3	367,7	7,4
15*	1,3	21,8	5,9
16	18,9	18,9	100
TOTAL SAU communale	308.5 ha		

Nota : Les exploitations en grisé correspondent aux 11 exploitations qui ont répondu à l'enquête individuelle et 1 exploitation (*) n'a répondu qu'aux questions cartographiques. Les exploitations **en gras** correspondent aux 2 exploitants ayant leur siège sur la commune. Pour les autres exploitations les informations proviennent des données internes à la Chambre d'agriculture et des données fournies par les exploitants connaissant bien les agriculteurs de la commune.

Cf. carte « Les exploitations agricoles : parcellaire, bâtiment et équipements », § 2.3.2.

2.3.1 Le profil des exploitations agricoles

Parmi les 11 exploitations enquêtées, 1 a son siège social sur la commune.

Sur les 11 exploitations agricoles enquêtées, 6 chefs d'exploitation ont plus de 45 ans, 5 ont moins de 45 ans, dont 2 en fin d'engagement DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs)

L'âge moyen de l'ensemble des chefs d'exploitation est de 50 ans.

Ces 11 exploitations **sont** qualifiées de **professionnelles**.

2 exploitations sur 11 sont « stables », 4 sont en « développement », 2 en « gestion patrimoniale », 1 est « en difficulté » et 2 en « fin de carrière ».

Sur les 11 exploitations on compte :

- 7 entreprises individuelles,
- 1 EARL,
- 1 GAEC,
- 2 SCEA.

L'exploitation dont le siège se situe sur Saint-Sauveur est sous forme d'entreprise individuelle.

Parmi les 11 exploitations on compte :

- 10 exploitants à titre principal,
- 1 exploitant à titre secondaire,
- 4 exploitants « double actif »,
- 2 en fin de parcours dotation jeunes agriculteurs (DJA),
- 4 possèdent une ETA (Entreprise de Travaux Agricoles), en complément de leur exploitation.

Ces éléments, même s'ils correspondent à 70% des exploitations du territoire, démontrent le dynamisme de l'activité agricole.

2.3.2 Les constructions agricoles

1 exploitation possède des bâtiments agricoles sur la commune.

Au total **5 bâtiments agricoles ont été identifiés** dont :

- 1 bâtiment de stockage : matériel,
- 3 serres (d'après les données de l'IGN),
- 1 maison à restaurer.

Cf. ci-après carte « Bâtiments agricoles et équipements »

2.3.3 L'organisation du parcellaire agricole et les équipements

Sur la commune :

- 76 parcelles culturales⁴ font moins de 1 hectare et elles représentent 20.7 hectares,
- 52 parcelles culturales comprises entre 1 et 5 hectares représentent 125.4 hectares,
- 19 parcelles culturales de plus de 5 hectares comptabilisent 162.5 hectares.

93.3 % de la SAU sont constitués de parcelles supérieures à 1 ha dont 52.6 % supérieurs à 5 ha. Les grandes surfaces sont adaptées aux grandes cultures.

Les conditions d'exploitation des terres sont bonnes : potentialités agronomiques, grandes parcelles, continuité du parcellaire, fonctionnalité des équipements.

⁴ Un îlot cultural peut compter plusieurs parcelles et donc des cultures différentes. Il constitue une entité agricole sur une exploitation agricole.

Aucun **réseau collectif d'irrigation** n'est présent sur la commune.

On compte sur la commune, **65 ha de surfaces irriguées, 139 ha de surfaces irrigables et 18 ha de surfaces agricoles drainées.**

Les exploitations qui augmentent leurs surfaces de production accèdent à des parcelles de cultures qui peuvent être éloignées (voire très éloignées) du siège d'exploitation. Ces situations ont des conséquences sur l'organisation et le fonctionnement de l'exploitation : distances à parcourir avec les engins agricoles, accroissement des coûts de fonctionnement (matériel, coûts énergétiques, ...).

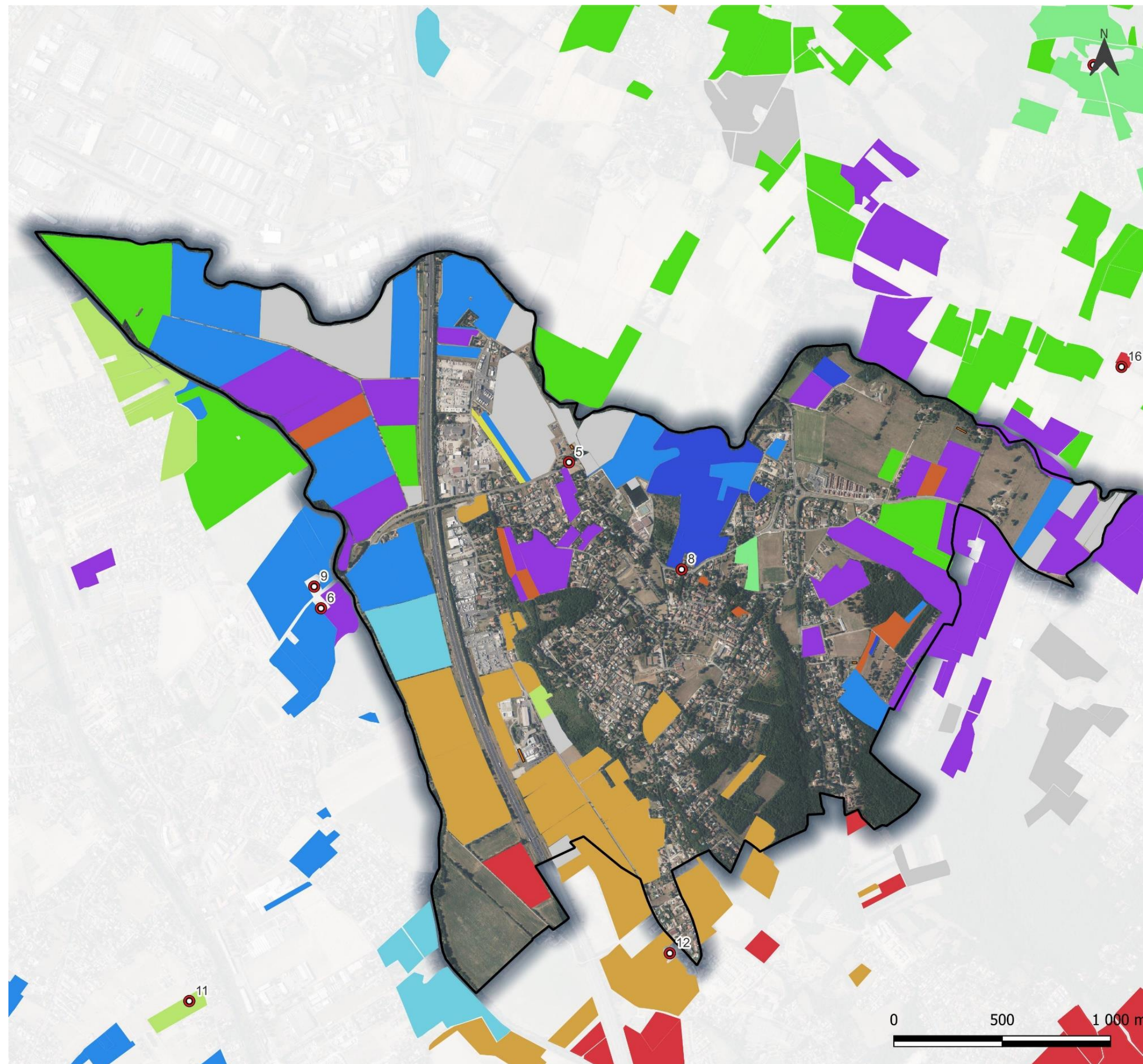
Diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Saint-Sauveur

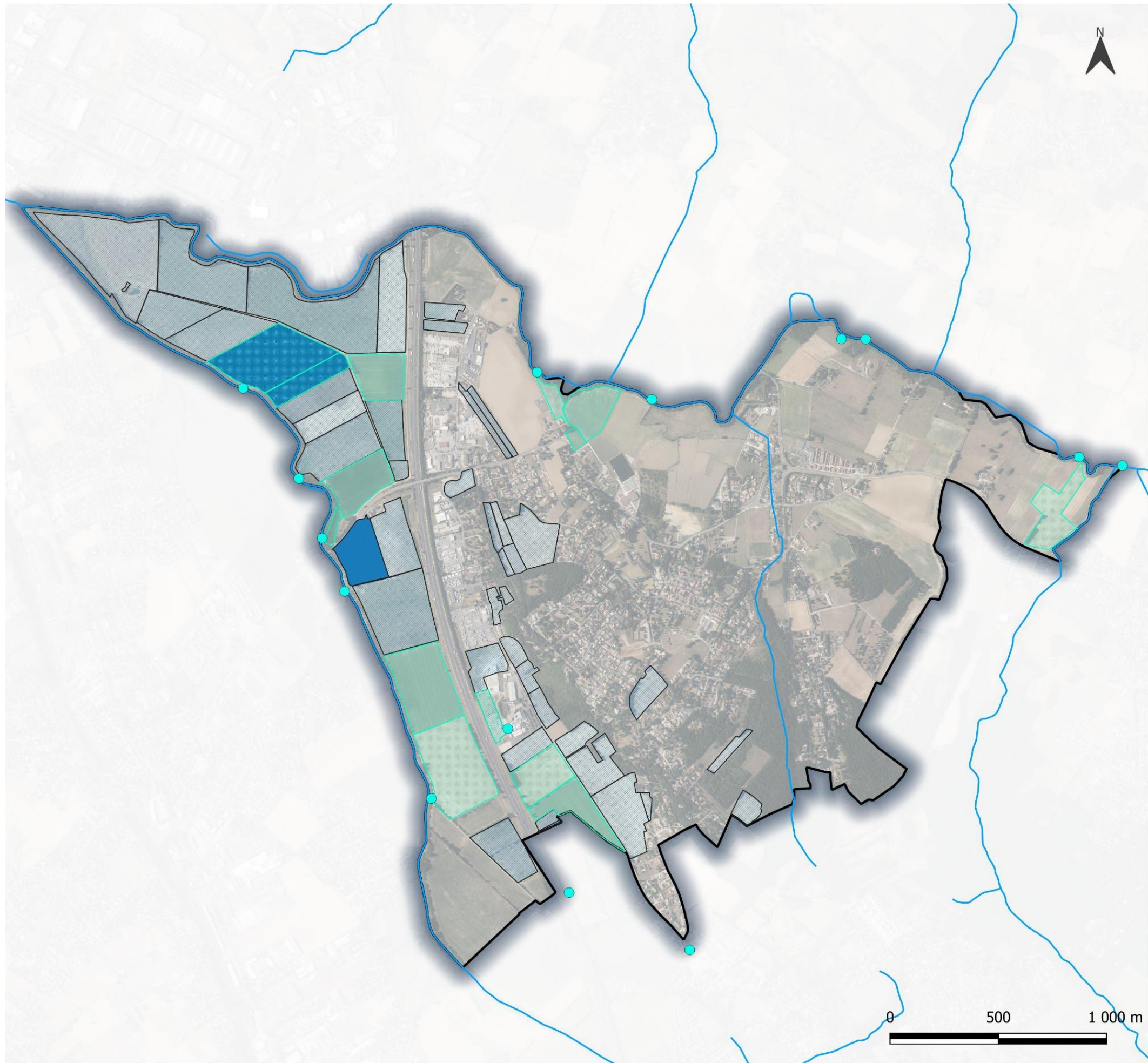
Parcellaire des exploitations agricoles et les sièges d'exploitation

● Siège d'exploitation

Exploitations agricoles

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12
- 13
- 14
- 15
- 16
- (en gris les exploitations non enquêtées)





Diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Saint-Sauveur

Parcellaire irrigué, irrigable et
l'accès à l'eau

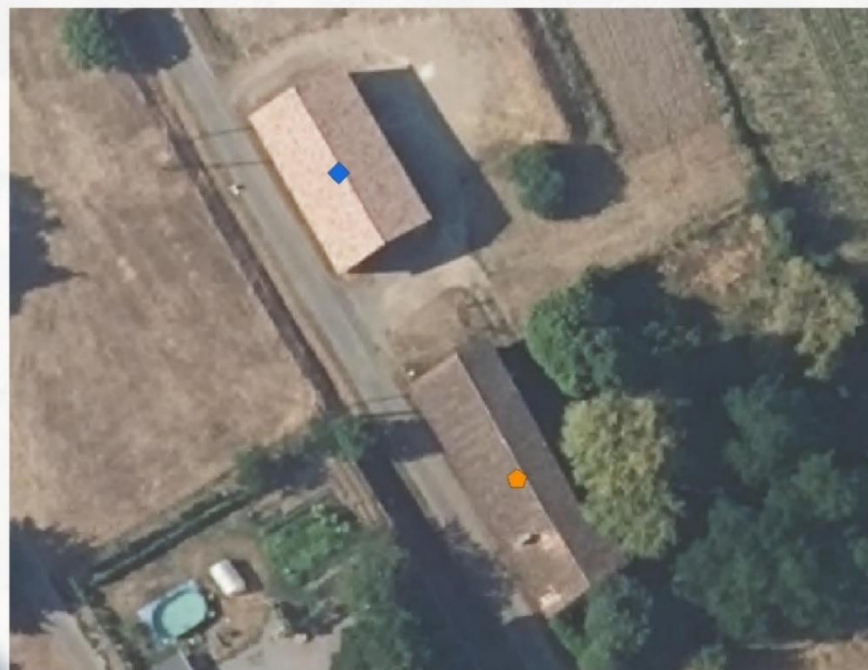
- Parcelles irriguées (65 ha)
- Potentiel irrigable (139 ha)
- Parcelles drainées (18 ha)
- Points de pompage
- Principaux cours d'eau



Réalisation : Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne | Février 2024
Sources : RPG 2022, Enquêtes 2024, DDT BCAE, Ortho-Photo IGN ©

Diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Saint-Sauveur


Les bâtiments agricoles et équipements



Usage des bâtiments agricoles

- ◆ bâtiment de stockage en fermage
- habitation à rénover avec écurie..
- ▲ Serre (source IGN)

0 500 1 000 m



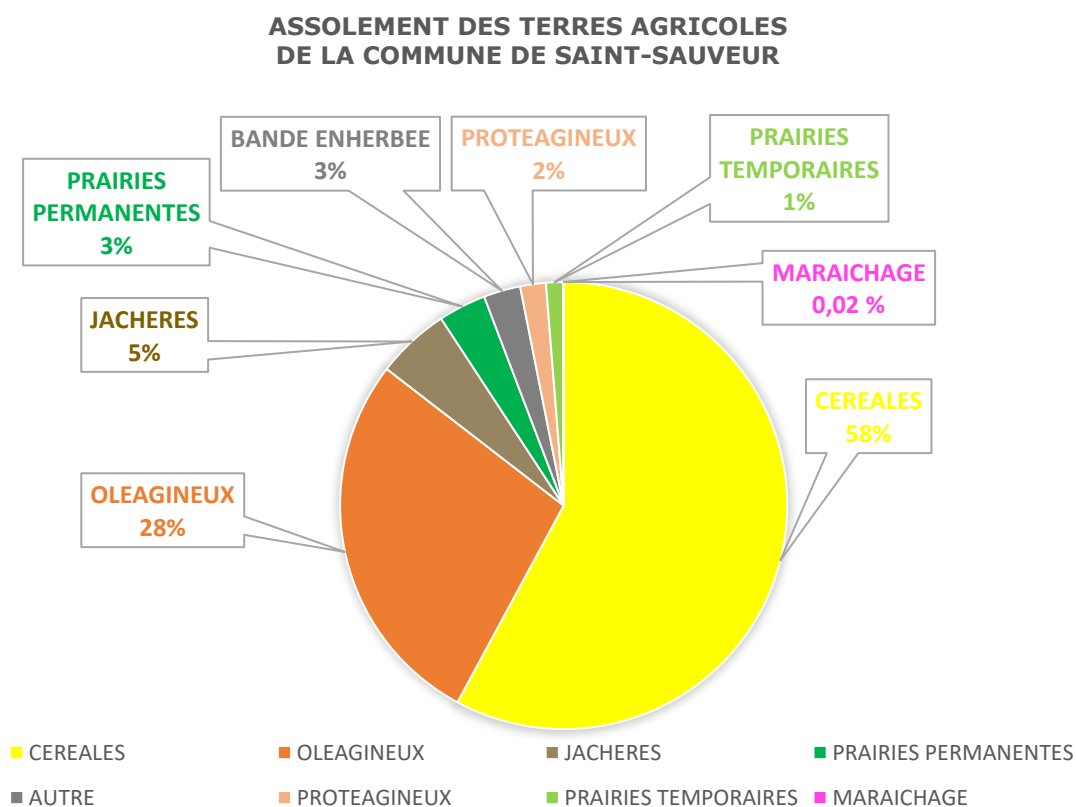
2.3.4 Les productions végétales et animales

Productions végétales

Sur la commune de Saint-Sauveur, les productions sont majoritairement végétales.

L'assolement est dominé par les cultures de **céréales** (maïs, blé tendre, sorgho) et d'**oléagineux** (tournesol). Les prairies viennent compléter l'assolement.

En 2022 l'assolement était de 264 ha principalement cultivés en céréales et oléagineux, soit 85 % des surfaces. Près de 11 hectares soit 3.4 % de la SAU sont cultivés en prairies. 16 hectares de surfaces agricoles sont déclarés en jachère. Cette répartition démontre l'orientation en grandes cultures des exploitations agricoles qui interviennent sur la commune.



ASSOLEMENT	Surfaces en ha	%
CEREALES	178.6	57.9
OLEAGINEUX	85.1	27.6
JACHERES	16.4	5.3
PRAIRIES PERMANENTES	10.6	3.4
BANDE ENHERBEE	8.2	2.7
PROTEAGINEUX	5.7	1.9
PRAIRIES TEMPORAIRES	3.9	1.3
MARAICHAGE	0.05	0.02

Sources : RPG 2022 – IGN Géoportail.


Assolements déclarés à la PAC (RPG 2022)

Diagnostic agricole: Commune de Saint-Sauveur

Assolements

- CEREALES
- OLEAGINEUX
- JACHERES
- PRAIRIES PERMANENTES
- BANDES ENHERBEES
- PROTEAGINEUX
- PRAIRIES TEMPORAIRES
- MARAICHAGE
- Limite communale



0 0,5 1 km


Réalisation : Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne | Novembre 2023
 Sources : RPG 2022, Scan25 IGN©

Productions animales :

Le diagnostic a permis d'identifier :

- 2 exploitants avec un atelier d'ovins viande (240 brebis)
- 1 exploitant avec un atelier de bovins viande (3 têtes)
- 1 exploitant avec élevage équin (60 chevaux).

Les installations d'élevages (bâtiments et parcours) sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD) ou Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et génèrent des **distances d'éloignement réglementaires** vis-à-vis des tiers : respectivement, de 50 mètres ou 100 mètres. Cette règle est applicable de façon réciproque : les tiers doivent respecter cette distance d'éloignement dans le cadre de projet de construction.

L'activité agricole génère des nuisances : odeurs, bruits, poussières, etc.... Afin de prévenir les conflits de voisinage, la Chambre d'agriculture **préconise** une distance d'éloignement de **200 mètres** autour de tous les bâtiments des exploitations agricoles.

Circuits courts et diversification :

Définition du Ministère de l'Agriculture : « Un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire ».

Ce mode de commercialisation permet aux producteurs de conserver une part importante de la valeur ajoutée de leurs produits, de dégager de meilleurs revenus et développer l'emploi sur leurs exploitations. Il répond aux attentes des consommateurs, qui accordent une importance croissante à la qualité et à la traçabilité des produits.

La vente en circuit est en fort développement, elle s'inscrit dans une démarche de développement durable des territoires.

La vente en circuit court nécessite des savoir-faire liés à la commercialisation (logistique, conditionnement, transformation éventuelle, vente).

Différents modes de commercialisations existent, le choix d'un ou plusieurs modes de commercialisation par les exploitants est conditionné par l'environnement local (localisation de l'exploitation vis à vis de la clientèle, variétés et volumes produits, disponibilité et choix de l'exploitant, ...).

La vente directe comprend :

- Point de vente à la ferme,
- Vente à la ferme en libre cueillette,
- Vente en paniers (dans le cadre d'AMAP, sous la forme de tournées dans les comités d'entreprise, chez les particuliers, ...),
- Vente sur les marchés,
- Vente par correspondance,
- Vente par Internet et DRIVE,
- Point de vente collectif.

3 des exploitations enquêtées pratiquent la vente directe, sous différentes formes, aucune n'a son siège d'exploitation sur la commune.

(Source : Enquêtes exploitations agricoles- 2024 - données non exhaustives).

Signes Officiels de Qualité :

Les signes d'identification de la qualité et de l'origine des produits sont délivrés par les Ministères de l'Agriculture et de la Consommation et par la Commission Européenne. Ils correspondent généralement à une aire géographique et font l'objet d'un cahier des charges qui décrit le produit, ses caractéristiques et ses conditions d'élaboration.

Ils permettent aux producteurs de faire reconnaître la qualité particulière de leurs produits et de mieux les valoriser.

Le territoire de Saint-Sauveur est couvert en totalité ou en partie par les signes de qualité suivants :

Identification Géographique Protégée :

- L'IGP « Comté Tolosan », ensemble du territoire
- L'IGP « Canard à foie gras du Sud-Ouest », ensemble du territoire
- L'IGP « Porc du Sud-Ouest », ensemble du territoire
- L'IGP « Jambon de Bayonne », ensemble du territoire

2.3.5 L'économie et l'emploi agricole

Les enquêtes ont permis de comptabiliser **13.5 Équivalents Temps Pleins** (ETP) issus des 11 exploitations enquêtées.

Plus précisément :

- 5 associés
- 5 salariés permanents,

Une société emploie un certain nombre de salariés car l'activité agricole est importante avec une SAU totale de 390 ha et est composée de plusieurs ateliers (céréales, ovins, équins)

4 exploitations agricoles ont également une **Entreprise de Travaux Agricoles** (ETA) : activité de prestation de service parallèle à l'activité agricole. Les ETA génèrent de l'emploi dans un environnement géographique proche.

Les exploitations professionnelles, même si elles n'ont pas toutes leur siège sur la commune, participent à l'économie du territoire de façon directe et indirecte par les emplois générés dans les filières amont (approvisionnement, conseil, matériel, ...) et aval (stockage, circuits de distribution, transformation, ...), et dans les services (les entreprises de travaux agricoles, conseils, ...).

9 exploitations agricoles enquêtées ont mentionné comme principales structures **les coopératives** avec lesquelles elles travaillent en partenariat : **Arterris** implantée à Lespinasse, Castelnaudary et Merville, **Cornelis** basée à Fronton, **Cadalbré** implantée à Nérac, **Euralis** à Saint-Sulpice et **GRPE Lurberri** sur Fronton.

4 agriculteurs travaillent avec des **négociants** basés sur les communes de Albias, Fronton et Millas.

9 exploitants font appel à des entreprises de travaux agricoles basées sur les communes de Bouloc, Villeneuve-lès-Bouloc, Bruguières et Montastruc.

1 agriculteur adhère à une **CUMA** (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole) : CUMA de Paulhac et de Vacquiers. Les CUMA participent à la dynamique des exploitations agricoles du secteur par l'achat en commun de matériel spécialisé pour une utilisation mutualisée.

1 exploitant est adhérent d'une **ASA d'irrigation** (Association Syndicale Autorisée intervenant pour l'irrigation collective), ASA des terrasses du Tarn.

2.3.6 Les projets et les points de vigilance

Les projets mentionnés par les agriculteurs enquêtés.

Sur les **11 exploitations agricoles enquêtées qui ont des projets identifiés** lors du diagnostic agricole, ont été recensées :

- ↳ 9 exploitations agricoles ont des projets, à savoir :
 - 2 projets de diversification des productions,
 - 4 projets d'agrandissement foncier,
 - 1 projet de changement de système de production,
 - 2 projets de vente directe,
 - 1 projet de construction de bâtiment,
 - 1 projet de cessation (fin de carrière).
 - 1 projet de transformation
 - 2 projets de diversification

Les points de vigilance

La majorité des exploitants évoque des **difficultés liées à la circulation et à la sécurité routière** : contraintes de circulation, aménagements routiers non adaptés au gabarit des engins agricoles.

Problématique pour les agriculteurs d'obtenir un logement de fonction.

Les travaux agricoles engendrent des nuisances dues aux traitements phytosanitaires à proximité des habitations et des nuisances sonores. Les exploitants adaptent leurs horaires de travaux, dans la mesure du possible, pour limiter les gênes causées aux résidents mais ils soulignent le besoin d'informer les nouveaux habitants sur le métier d'agriculteur.

Le département de la Haute-Garonne s'est doté d'une nouvelle « **charte d'engagement des utilisateurs des produits phytopharmaceutiques** » afin de répondre aux attentes sociétales en matière d'environnement et d'agriculture, telle que prévue par La loi « EGALIM »

Des zones de non-traitement (ZNT) peuvent être mises en place localement afin de fixer des distances de recul entre les zones habitées et les parcelles agricoles.

La charte est disponible sur le lien suivant :

https://haute-garonne.chambre-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Occitanie/069_Inst-Haute-Garonne/CDA31/Actualites/2022/Charte_engagements_departementale_utilisateurs_agricoles_produits_phytopharmaceutiques.pdf

Les futurs projets d'aménagement et de construction, notamment dans le cadre des OAP (Opérations d'Aménagement et de Programmation) devront intégrer ces espaces de transition afin de garantir des distances d'éloignement suffisantes entre les zones agricoles et les espaces bâtis pour ne pas créer de nuisances.

La Chambre d'agriculture encourage la commune à engager des actions d'information, de concertation et de dialogue entre les administrés et les agriculteurs en vue de réduire ces antagonismes et prévenir les conflits de voisinage.

2.4 Synthèse, enjeux et préconisations

2.4.1 Synthèse

L'espace agricole occupe 43.2 % du territoire communal en 2022, soit 308.6 hectares sur les 713.5 ha que compte la commune.

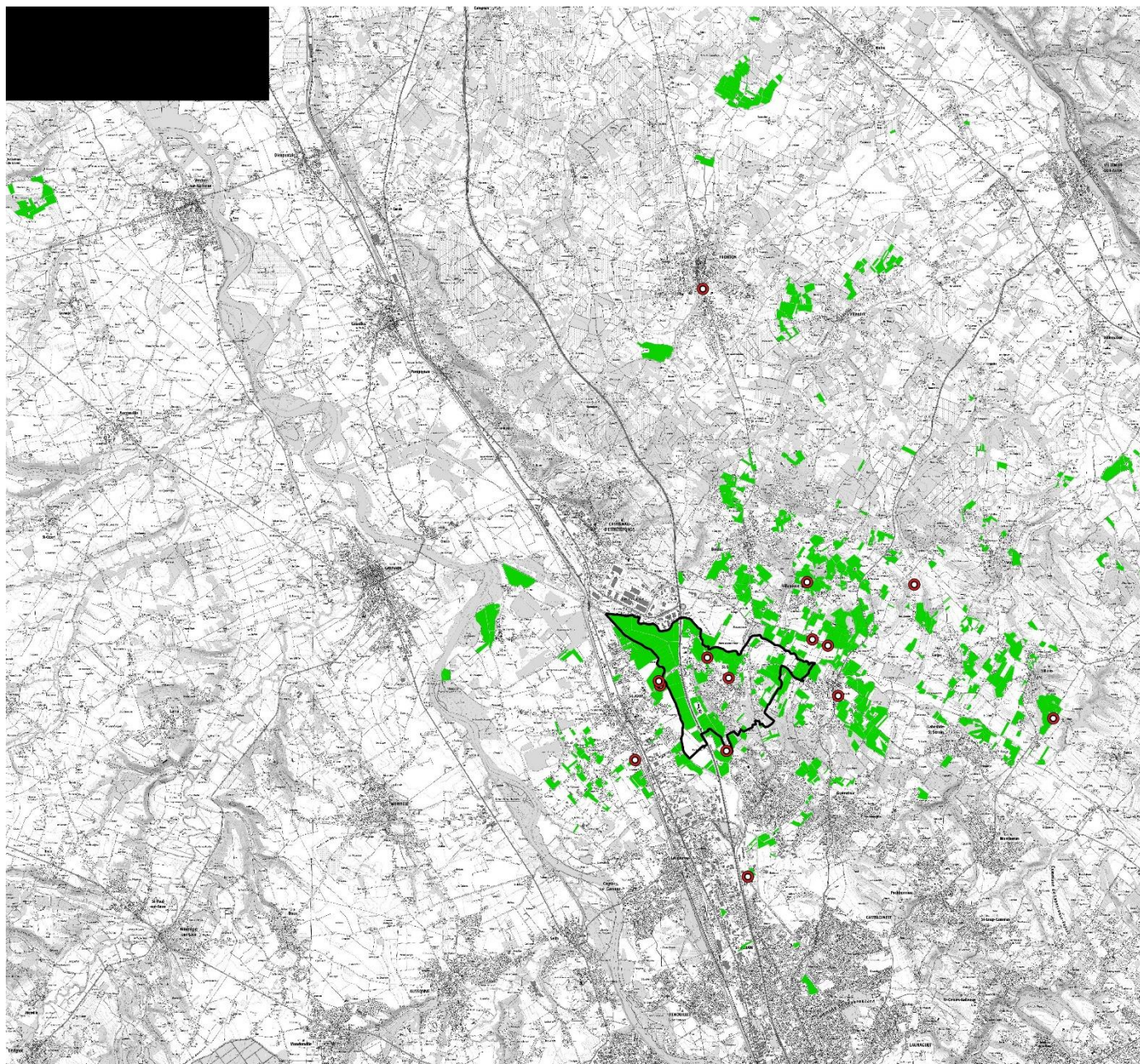
16 exploitations agricoles cultivent des parcelles sur la commune, dont **2 exploitations agricoles ont leur siège sur la commune de Saint-Sauveur. Les autres sièges d'exploitations sont sur les communes voisines.** (Voir ci-après carte de localisation de l'ensemble du parcellaire des exploitations qui cultivent des parcelles sur la commune).

L'activité agricole est dominée par des productions en grandes cultures, caractéristiques des basses plaines alluviales.

Les exploitations tendent à se diversifier et à faire évoluer les productions et les pratiques notamment lors de reprises ou de nouvelles installations. La diversification des productions avec l'intégration d'ateliers de transformation, et la pratique de la vente directe en attestent.

L'activité agricole communale peut être qualifiée de **dynamique** et contribue à l'économie locale :

- 6 sur 11 exploitations enquêtées qui cultivent sur la commune ont une situation stable ou en phase de développement ;
- Toutes les exploitations enquêtées sont des exploitations professionnelles ;
- Les 11 exploitations représentent 13.5 emplois directs (UTA) ;
- Des filières agricoles amont et aval diversifiées.



Diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Saint-Sauveur

**SAU totale des 16 exploitations présentes
sur le territoire de la commune
de Saint-Sauveur**



- Siège d'exploitation
- SAU totale des exploitants cultivant des parcelles
sur la commune de Saint-Sauveur

0 2,5 5 km



Réalisation : Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne | Février 2024
Sources : RPG 2022, Enquêtes 2024, Scan25 IGN ©

Le tableau de synthèse de l'activité agricole du territoire

ATOUTS	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Un très bon potentiel agronomique, à la fois pour les grandes cultures et les productions maraîchères, si un accès à l'irrigation est assuré pour ces dernières. - Un parcellaire agricole encore bien structuré (favorisant des bonnes conditions d'exploitation), - Des terres irriguées qui permettent le maintien des exploitations et représentent un potentiel de développement de cultures diversifiées et à forte valeur ajoutée. - Evolution vers la diversification des productions, - Développement de la vente directe. - De grandes parcelles accessibles : un atout pour l'ensemble des productions végétales. - Des exploitations agricoles structurées : filières, CUMA, ETA, ASA. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de foncier disponible pour l'agrandissement et l'installation de nouvelles exploitations agricoles. - La pression foncière rend l'accès au foncier agricole difficile. - Baisse de la SAU et du nombre d'exploitations (RGA 2020), - Des accès routiers rendus difficiles pour le déplacement des engins agricoles : gabarit des voies, aménagements routiers. - Tendance au vieillissement de la profession : moyenne d'âge de 50 ans.
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - Des projets de diversification des productions, - Des projets d'agrandissement foncier, - Potentiel de développement de la production d'énergies renouvelables : photovoltaïque sur bâtiments agricoles. - La plaine agricole à l'ouest de la commune forme une entité agricole continue, préservée du développement urbain 	<ul style="list-style-type: none"> - Vigilance sur les risques de conflit de voisinage : utilisation de l'espace agricole comme un espace de « loisir », incivilités, (...). - Problématiques de circulation des engins agricoles. - La fragmentation du milieu agricole entraîne une fragilisation dans la préservation de la biodiversité : difficulté pour les espèces de se déplacer ou de réaliser leur cycle de reproduction. - La perte de foncier agricole peut engendrer une baisse des installations agricoles sur la commune (reprise, transmission). - Le manque de repreneur est aujourd'hui une problématique.

2.4.2 Les enjeux agricoles

La carte de synthèse localise les espaces qui présentent des enjeux du point de vue agricole, avec une hiérarchisation de ces enjeux (Cf. détail méthodologique en annexe). Ce document doit permettre à la commune de traduire le projet communal en prenant en compte les enjeux agricoles.

Le traitement des données sur le parcellaire et les exploitations agricoles fait apparaître :

184.4 hectares classés en enjeux « Très fort »

Ils représentent **59.9 % de l'espace agricole communal**. Ces parcelles constituent, pour la plupart, de grandes unités de cultures et/ou forment un parcellaire regroupé facilitant les conditions d'exploitation, en particulier en ce qui concerne la facilité d'accès. Elles sont classées en très bonne potentialité agronomique et sont cultivées par des exploitations agricoles dynamiques ou stables.

Les parcelles agricoles devront être préservées et classées en zone « A ».

Les projets d'extension devront éviter d'impacter ces espaces.

107.1 hectares classés en enjeux « Fort »

Ils représentent **34.8 % de la SAU**. Il s'agit de parcelles cultivées par des exploitations agricoles stables économiquement. Ces parcelles sont de taille plus petite et peuvent se situer proches des zones urbaines. Elles constituent cependant des unités homogènes avec un réel intérêt agronomique et économique. Ces surfaces doivent également être préservées.

16.2 hectares classés en enjeux « Moyen »

Ils représentent **5.3 % de la SAU**. Ces espaces regroupent les parcelles de taille réduite, et/ou formant un parcellaire éparpillé, elles sont plus des contraintes pour l'exploitation agricole.

La carte de synthèse démontre que l'essentiel de l'espace agricole est classé en **enjeux « très fort » et « fort »**, soit **94.7 % de l'espace agricole**.

La commune veillera à pérenniser ces espaces lors des choix d'extension urbaine.

2.4.3 Préconisations

Les espaces agricoles classés en enjeux « Fort » et « Très fort » et à très bon potentiel agronomique devront être préservés.

Concernant les boisements, la commune devra veiller à ne pas classer en Espaces Boisés Classés : EBC les boisements qui sont exploités, pour ne pas contraindre ces activités.

La problématique de circulation des engins agricoles doit également être intégrée dans les réflexions sur le projet communal : il est primordial de **prendre en compte le gabarit des engins agricoles dans les projets d'aménagements routiers**.

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021, renforce les objectifs de sobriété foncière et de lutte contre l'artificialisation des sols dans les documents d'urbanisme. Elle précise les modalités d'atteinte de l'objectif « Zéro Artificialisation Nette » : ZAN, à l'horizon 2050. La commune devra se conformer à ces nouvelles dispositions.

La commune veillera à **définir des objectifs de développement raisonnés sur les 10 prochaines années**. Il s'agit de limiter la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers pour garantir le maintien de l'activité agricole et permettre son développement.

Le potentiel d'intensification urbaine sur le centre bourg devra faire l'objet d'une analyse exhaustive. L'aménagement des « dents creuses » et/ou espaces disponibles dans le tissu bâti **sera priorisé**.

L'extension de l'urbanisation devra être limitée et faire l'objet de projets de qualité favorisant la densité des opérations d'aménagement afin de limiter la consommation foncière et l'impact sur le foncier agricole.

Une réflexion sur le **traitement des franges urbaines** autour du bourg doit être menée pour assurer une meilleure lisibilité et un aménagement cohérent des espaces de transition **entre l'urbain et le rural**.

Les **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** et le **règlement** veilleront à **intégrer des « espaces tampons » sur les parcelles constructibles situées en limite de parcelles agricoles** : distance d'éloignement des constructions par rapport aux limites séparatives et plantations de haies écrans. Nous préconisons que les espaces tampons avec les espaces agricoles à prévoir dans les OAP fassent l'objet d'un découpage parcellaire spécifique afin de créer des espaces tampons compatibles avec la réglementation sur les zones de non-traitement dont les distances sont calculées à partir de la limite des parcelles support des constructions.

Concernant la matérialisation des trames vertes et bleues, la Chambre d'agriculture préconise leur représentation sous la forme de trame sur le plan de zonage. L'espace agricole dans son ensemble fait partie de la trame verte. Il constitue un support et une zone de déplacement pour les espèces (mammifères, oiseaux, insectes, chiroptères, ...), il est également une source de nourriture et un lieu de reproduction.

Les espaces agricoles ont un rôle multifonctionnel : support de production, contribution à l'environnement, préservation des paysages et du cadre de vie.

L'espace agricole est une « zone d'activité économique agricole » qui doit permettre aux exploitations de travailler et se développer dans de bonnes conditions.

Les espaces à vocation agricole, y compris les surfaces non déclarées à la PAC au moment de la réalisation du présent diagnostic, devront être classés en zone agricole « A ».

Enfin, la commune devra envisager des pistes de travail pour mettre en place des actions d'information et de dialogue entre la profession agricole et les habitants de la commune, dans le but de limiter les conflits de voisinage.

Nous précisons qu'une charte départementale d'engagement des utilisateurs agricoles des produits phytopharmaceutiques a été signée en 2020 et révisée en 2022.

Elle est destinée à favoriser le dialogue entre les habitants, les travailleurs, les élus locaux et les agriculteurs et à répondre aux enjeux de santé publique liée à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en agriculture. Cette charte est disponible sur les sites internet de la Préfecture et de la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne :

https://haute-garonne.chambre-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Occitanie/069_Inst-Haute-Garonne/CDA31/Actualites/2022/Charte_engagements_departementale_utilisateurs_agricoles_produits_phytopharmaceutiques.pdf

- Analyser et exploiter le potentiel d'intensification urbaine.
- Limiter et raisonner les secteurs d'extension urbaine.
- Définir et traiter les interfaces entre espaces bâtis et espaces agricoles.
- Limiter les conflits de voisinage.

Diagnostic agricole dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Saint-Sauveur

Carte des enjeux sur le parcellaire agricole de la commune

Enjeux agricoles à la parcelle

- Enjeu moyen (16.2 ha)
- Enjeu fort (107.1 ha)
- Enjeu très fort (184.4 ha)

- Espaces de production agricole à préserver durablement (y compris les surfaces non déclarées à la PAC actuellement).
- Espace agricole à préserver sur le territoire communal: 94.7 % des surfaces classées en enjeux fort et très fort.
- Nécessité de maintenir une protection de ces espaces à enjeux.

- Stopper l'urbanisation linéaire le long des axes et l'extension de quartiers.
- Limiter les conflits de voisinage.



0 500 1 000 m

Réalisation : Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne | Février 2024
Sources : RPG 2022, Enquêtes 2024, Ortho-Photo IGN ©

3. Annexe

1. Fiche « Méthodologie et Définitions »

METHODOLOGIE

L'objectif de la mission est d'identifier les surfaces qui présentent un enjeu agricole dans le cadre de la définition du futur PLU, avec une hiérarchisation de ces enjeux. Le résultat de ces investigations doit permettre à la collectivité d'avoir un outil de connaissance de l'activité agricole communale qui lui permettra d'être vigilante sur les espaces qu'elle destinera au développement de l'urbanisation, en veillant à préserver les espaces agricoles de façon optimale.

Les données recueillies portent sur le parcellaire et les exploitations agricoles. Leur traitement dans le cadre du SIG a été effectué dans le but de regrouper à l'échelle de la parcelle (îlot cultural) les informations portant sur la parcelle elle-même et sur l'exploitation concernée. Plusieurs critères ont été retenus pour évaluer les enjeux :

5 critères portant sur les parcelles (dont le contenu est détaillé dans le chapitre "Définitions" ci-après) :

- Taille de l'îlot cultural
- Potentialité agronomique
- Présence d'équipements (parcelle drainée, irrigable)
- Parcelles avec des engagements contractuels
- Parcelles enclavées

3 critères portant sur l'exploitation :

- Ilots d'une même exploitation formant un parcellaire regroupé
- Parcelles situées à proximité du site d'exploitation
- Age du chef d'exploitation

Les sites d'exploitation : sièges et bâtiments d'exploitation ont également été repérés

Une grille d'évaluation a été établie, elle définit des seuils pour chacun des critères, permettant d'affecter une note et de définir les enjeux à la parcelle correspondant au niveau d'impact : "Moyen", "Fort", "Très Fort".

Note de 0 à 5 : "Moyen"

Note de 6 à 7 : "Fort"

Note 8 et + : "Très Fort"

Ainsi, les résultats obtenus ne traitent pas que des caractéristiques foncières mais intègrent les caractéristiques des exploitations qui utilisent ce foncier.

GRILLE EVALUATION	Seuil	Note	Seuil	Note	Seuil	Note
Critères parcelles :						
Taille de l'îlot cultural	< 1ha	1	1 à < 5ha	2	≥ 5ha	3
Potentialité agronomique	Faible	1	Moyen	2	Bonne à Très Bon.	3
Présence d'équipements	OUI	1	NON	0		
Parcelles avec engagements	OUI	1	NON	0		
Parcelles enclavées	OUI	0	NON	1		
Critères exploitations :						
Ilots d'une même exploitation formant un parcellaire regroupé	OUI	1	NON	0		
Parcelles situées à proximité du site d'exploitation	OUI	1	NON	0		
Age du chef d'exploitation	≤ 55 ans	1	> 55 ans	0		
Non renseigné	0					

DEFINITIONS

CRITERES LIES AU PARCELLAIRE

Taille de l'îlot cultural

Surfaces des îlots culturels déclarés au Registre Parcellaire Graphique (RPG). (nota : le contour et la surface des îlots n'ont aucun lien avec le découpage cadastral, les îlots culturels peuvent être divisés en parcelles culturelles lorsque plusieurs cultures sont implantées sur un îlot).

Trois classes de surfaces définies en tenant compte des productions "grandes cultures" dominantes sur le secteur :

- < 1 ha : taille relativement réduite
- de 1 ha à < 5 ha : taille satisfaisante
- ≥ à 5ha : taille très favorable

Potentialité agronomique

Correspond à la qualité physique des sols classée en 7 catégories de "très faible" à "très bonne", en intégrant les secteurs de prairies et de boisements. Plus le potentiel agronomique est élevé plus les rendements sont améliorés. Cependant, les sols ayant une faible valeur agronomique ne sont pas sans intérêt pour l'agriculture, certaines productions sont adaptées à ce type de sol.

Les données sont extraites de la cartographie du potentiel agronomique des sols en Haute-Garonne établie en 2010, dans le cadre de la Charte Agriculture Urbanisme et Territoire de la Haute-Garonne, à partir des études réalisées par la Chambre Régionale d'Agriculture Midi-Pyrénées en 1992 et 1995 sur la pédologie et les potentialités agronomiques en Midi-Pyrénées, et complétées par les éléments sur les caractéristiques du relief et sur le potentiel irrigable (proximité de la ressource en eau).

Le secteur d'étude dispose de sols classés dans les trois meilleures catégories : "moyenne", "bonne" et "très bonne"

La disparition des surfaces présentant de bonnes potentialités agronomiques, constitue une réduction de la valeur ajoutée des exploitations concernées, mais également une perte de potentiel pour l'activité agricole en général.

Présence d'équipements (drainage, irrigation)

Le drainage et l'irrigation des parcelles permettent d'améliorer les potentialités agronomiques et les rendements. Ils constituent des investissements réalisés par les agriculteurs, parfois aidés par des fonds publics, qui augmentent la valeur des sols.

La disparition de surfaces irrigables et/ou drainées représente un impact supplémentaire pour les exploitations concernées et sur les potentialités agronomiques du foncier en général.

Parcelles avec des engagements contractuels

Exploitations qui ont souscrit, dans la durée, des mesures contractuelles sur leur parcellaire ayant pour effet d'améliorer la préservation de l'environnement et de favoriser le développement durable de l'agriculture par des changements de pratiques agricoles. Certaines mesures permettent également d'accroître la valeur ajoutée des productions. Cela concerne :

- Les engagements en Agriculture Biologique "AB",
- Les engagements dans des MAE (Mesures Agri Environnementales),
- Les engagements dans les mesures de réduction des intrants et de certification environnementale,
- Les mesures réglementaires liées à l'épandage des effluents ou des boues d'épuration,
- ...

La disparition de parcelles pour lesquelles des engagements ont été souscrits aurait des conséquences sur l'exploitation dans son ensemble, et pourrait remettre en cause son fonctionnement et son équilibre économique.

Parcelles enclavées

Enclavement : îlots culturels isolés de l'espace agricole par l'urbanisation et/ou les infrastructures constituant une coupure (canal du midi, autoroute, voie ferrée).

L'enclavement représente deux types de contraintes pour les exploitations :

- Difficultés d'exploitation : allongement des distances, accès aux parcelles plus difficile, conflits de voisinage avec les zones habitées...
- Pas de possibilité d'agrandissement du foncier en continuité du parcellaire exploité.

Ces parcelles sont déjà impactées par le développement de l'urbanisation, les enjeux pour les exploitations agricoles s'en trouvent diminués, à l'exception des grandes unités foncières. L'extension urbaine sur des parcelles déjà enclavées par l'urbanisation sera privilégiée, avec une analyse des situations au cas par cas, certaines entités pouvant être propices au développement d'activités agricoles adaptées aux petites surfaces et compatibles avec la proximité des espaces habités (cas du maraîchage).

CRITERES LIES A L'EXPLOITATION AGRICOLE

Îlots d'une même exploitation formant un parcellaire regroupé

Parcellaire regroupé : îlots culturels attenants les uns aux autres pouvant être séparés par une infrastructure linéaire (haie, chemins ruraux, routes).

Ces îlots, qui peuvent être de taille réduite, présentent un enjeu pour l'exploitation, leur proximité les uns des autres facilite les conditions d'exploitation.

Parcelles situées à proximité du site d'exploitation

Sont concernées les parcelles qui se situent dans un rayon de 1 Km autour du site d'exploitation, même si elles ne jouxtent pas le site d'exploitation.

Ces parcelles proches des bâtiments agricoles facilitent les conditions de travail et permettent des gains de temps et d'énergie (accès aux parcelles, économies de carburants, surveillance des cultures ...).

Age du chef d'exploitation

Deux classes d'âges ont été retenues dans le cadre de la présente étude :

- Les exploitants âgés de 55 ans ou moins,
- Les exploitants âgés de plus de 55 ans.

Au delà de 55 ans, les exploitants commencent à réfléchir à leur fin de carrière, et peuvent en général se prononcer sur le devenir de leur structure (reprise dans le cadre familial, repreneur identifié, démarche de transmission à venir ...).

CRITERES LIES AU BATI

Siège d'exploitation

Correspond à la domiciliation de l'exploitation agricole dans la majorité des cas le siège d'exploitation est situé au domicile de l'exploitant ou d'un des associés dans le cas d'exploitation sous forme sociétale.

Bâtiments agricoles

Ensemble des constructions utiles à l'activité agricole : bâtiments de stockage (matériel, intrants, récoltes...), bâtiments d'élevage, locaux de transformation et de vente (si transformation et vente de produits de l'exploitation).

Installations agricoles

Autres installations et équipements agricoles : serres, silos, stations de pompage, installations d'irrigation (pivots, ...), fumières, carrières, ...

Site d'exploitation

Site regroupant le siège d'exploitation et les bâtiments agricoles, un site d'exploitation ne peut correspondre qu'à un ou plusieurs bâtiments agricoles sans siège d'exploitation, cas des exploitations possédant des unités de cultures éloignées du siège d'exploitation ou du site principal.

AUTRES DEFINITIONS

PBS : Production Brute Standard

Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés, pour chaque exploitation, selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS). Ces coefficients résultent des valeurs moyennes calculées sur la période 2005 à 2009. La PBS décrit un potentiel de production des exploitations permettant de classer les exploitations selon leur dimension économique en "moyennes et grandes exploitations", quand elle est supérieure ou égale à 25 000 euros, en "grandes exploitations", quand elle est supérieure ou égale à 100 000 euros. La contribution de chaque surface ou cheptel à la production brute standard permet également de classer les exploitations selon leur spécialisation (orientation technico-économique). Comme pour toutes les variables liées à l'exploitation, la PBS est ramenée au siège de l'exploitation. (<http://agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/PBS2011.pdf>)

La PBS ne correspond pas à la somme des résultats individuels des exploitations, mais évalue le potentiel de production des exploitations en valeur économique. Le RGA donne la PBS des exploitations qui ont leur siège sur la commune.

Exploitation agricole professionnelle

On entend par "exploitation agricole professionnelle" une exploitation suffisamment importante pour assurer à l'agriculteur une activité principale et un niveau de revenu lui permettant de faire vivre sa famille.

Pour l'INSEE, une exploitation agricole "professionnelle" doit dépasser une taille économique de 12 équivalent-hectares de blé et occupant au moins 0.75 unité de travail annuel.

Le seuil de surface retenu pour l'étude est celui de la Surface Minimale d'Installation (SMI) en polyculture élevage dans le Lauragais soit : ≥ 30 ha.

Jeune agriculteur

Un Jeune Agriculteur (JA) bénéficie de la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) sous conditions (moins de 40 ans, première installation, disposer de compétences, de qualifications professionnelles minimales et présenter un plan de développement de l'exploitation sur une période 5 ans). Le soutien à l'installation comprend une dotation en capital versée au moment de l'installation effective et des prêts bonifiés.

Tout impact sur le foncier ou la structure d'un jeune agriculteur peut remettre en cause les engagements qu'il a souscrit dans le cadre de son projet de développement.



Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne
32 rue de Lisieux – CS 90105
31026 TOULOUSE Cedex 3
Tél. : 05 61 10 42 50





Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne

Mme. Nathalie HERRERO

Chargée d'études Aménagement du Territoire et Urbanisme

nathalie.herrero@haute-garonne.chambagri.fr

Tél.: 05 61 10 42 91 Mobile: 06 71 30 40 12



Mairie de Saint Sauveur

M. Philippe PETIT

Maire de Saint Sauveur

philippe.petit@ville-saint-sauveur.fr

Tél. : 05 34 27 31 68